

CORRECTION DU DEVOIR SUR CHARLES DE GAULLE

Sujet : expliquez quels ont été les engagements successifs pris par Charles de Gaulle au cours de sa vie en insistant à chaque fois sur les reproches qui ont pu lui être faits par ses détracteurs.

Pour un tel sujet, il fallait autant que possible essayer de mettre en confrontation les choix faits par le général avec les reproches qui ont pu être formulés à son encontre.

Sur le front lors de la première guerre mondiale : le lieutenant de Gaulle agit avec courage, parfois contre les ordres de ses supérieurs.

A son retour de captivité en Allemagne, il vit très mal les soupçons de lâcheté qui pèsent sur les prisonniers de guerre. Il regrette de ne pas avoir été un soldat utile à sa patrie.

Pendant l'entre deux guerres, il s'attire l'animosité d'une partie de l'état major français en affirmant que leurs choix militaires sont mauvais (développer ici sa conception sur le rôle des blindés et de l'aviation).

Lors de la débâcle en juin 1940, il se réfugie à Londres pour appeler tous les volontaires à poursuivre les combats à ses côtés. Pétain le désavoue et obtient sa condamnation à mort par contumace au procès de Clermont-Ferrand. Il est présenté comme une marionnette des Juifs.

A Londres, Churchill et les Américains se méfient de lui. Ils le reconnaissent comme le chef de la Résistance mais les rapports humains sont très difficiles avec lui en raison de son tempérament très fort.

A la libération, les Américains auraient souhaité confier le pouvoir à Giraud plutôt qu'à de Gaulle. Ce dernier lance contre l'avis du commandement américain la deuxième division blindée du général Leclerc sur Paris pour libérer la ville, au risque de la voir anéantie.

Après la guerre, lors des travaux de la Constituante, il manifeste son opposition aux deux projets de constitution élaborés successivement en votant « non » lors des référendum (évoquer ici son projet personnel de constitution pour la France avec une assemblée moins puissante). Au second référendum, les Français votent pourtant « oui ». De Gaulle déçu se retire de la vie politique (traversée du désert).

En 1958, il est appelé au pouvoir par l'assemblée, en pleine guerre d'Algérie. Il met en place sa constitution adoptée par référendum. En Afrique noire, il organise un vote au sujet de la création d'une « Communauté française ». Seule la Guinée manifeste son désaccord et obtient l'indépendance immédiatement. La communauté finit cependant par éclater en 1960 et obtient l'accession à l'indépendance de toute l'Afrique noire.

En Algérie, de Gaulle s'attire d'abord la sympathie des pieds noirs (« Je vous ai compris » en 1958 à Alger) puis leur rancœur lorsqu'il propose d'organiser un référendum sur l'autodétermination du pays quand la paix sera revenue (perçu comme une trahison). Les opérations de guerre contre le FLN lui valent des reproches de la part de la communauté internationale. La question de la torture, des « corvées de bois » et de la répression féroce contre les manifestants algériens à Paris altèrent encore son image aujourd'hui. En 1961, 4 généraux déçus par de Gaulle tentent un putsch à Alger mais il échoue. Finalement en 1962, de Gaulle négocie l'indépendance de l'Algérie (accords d'Evian). Peu de temps après un attentat organisé par l'OAS échoue contre lui au Petit Clamart. Les pieds noirs abandonnés fuient en masse l'Algérie et sont rapatriés en catastrophe vers la France. Les Harkis par contre sont désarmés et abandonnés sur place par l'armée française avant de se faire massacrer par le FLN (tâche indélébile sur l'image du général).

La politique internationale de de Gaulle lui est vivement reprochée par les anglo-saxons : indépendance nationale (bombe atomique, sortie de l'OTAN, conversion des dollars en or, « Vive le Québec libre », refus de faire entrer la GB dans la CEE.

Enfin, lors des émeutes de mai 68, le général semble ne pas comprendre la réalité de l'enjeu. Il ne voit dans les manifestations qu'une jeunesse manipulée par l'extrême gauche. Il ne perçoit pas véritablement les revendications profondes des jeunes (moins d'autorité, plus de liberté de parole et d'action...). Beaucoup d'étudiants acquis aux idées de l'extrême gauche lui reprochent sa politique, ainsi que son emprise sur les médias comme la télévision. Les partis de gauche profitent de la situation pour récupérer le mouvement en lançant une grève générale dans tout le pays : le monde ouvrier manifeste bruyamment son mécontentement. Aux accords de Grenelle, le gouvernement négocie des augmentations de salaires mais la base reste insatisfaite : le mouvement se poursuit tandis que Mitterrand réclame un gouvernement populaire. De Gaulle dissout l'assemblée. Aux législatives, la grande majorité des Français vote en faveur des candidats gaullistes. Le mouvement de révolte s'arrête.

Finalement, en 1969, de Gaulle, usé par le pouvoir, démissionne suite à l'échec d'un référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat pour lequel il appelait à voter « oui ».